

MASTER

REGLEMENT DES ETUDES

ANNEE UNIVERSITAIRE : 2021- 2022

COMPOSANTE ELEMENTAIRE : *FACULTE DE DROIT*

DOMAINE : DEG

DIPLOME : *MASTER* **NIVEAU :** *M1 et M2*

Mention : **Droit des collectivités Territoriales**

Parcours-type : **Direction et conseil de l'action publique**

Régime/ Modalités :

Régime : X formation initiale X formation continue

Modalités : présentiel

DATE D'ARRETE D'ACCREDITATION PAR LE MINISTERE : 2 juin 2021

RESPONSABLES DE LA MENTION : Léo Vanier / Romain Rambaud

RESPONSABLES DU PARCOURS : Léo Vanier / Romain Rambaud

GESTIONNAIRE : Elodie Di Pasquale

I – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Objectifs et compétences acquises lors de la formation

Le master Direction et conseil de l'action publique est un master innovant qui vise à former les cadres dirigeants administratifs de la fonction publique d'État et de la fonction publique territoriale, les cadres dirigeants politiques et les conseillers de haut niveau de l'action publique de demain. Il prépare également aux métiers de la magistrature administrative.

Se déroulant sur deux années, le master donne des compétences juridiques de haut niveau à ses étudiants. Il comporte les cours indispensables à une formation de qualité en droit des collectivités territoriales. Des mises en situation professionnelles sont organisées tout au long de la formation.

Article 1 bis : Conditions d'accès

Des capacités d'accueil sont fixées pour le Master 1.

L'admission dans le Master 1 est subordonnée à l'examen du dossier du candidat et à l'observation de la procédure de sélection en vigueur. Peuvent candidater en Master 1 les titulaires d'une licence en droit, les titulaires d'une licence Administration Economique et Sociale ou d'une licence d'administration publique délivrée par l'Etat français, les titulaires d'un diplôme équivalent étranger ainsi que les candidats ayant satisfait à l'une des procédures de validation des études, des acquis professionnels et personnels selon les dispositions en vigueur.

Hors le cas particulier de la césure, les étudiants ayant validé le Master 1 dans l'année qui suit leur admission poursuivent de droit leurs études dans le Master 2.

L'admission en Master 2 d'étudiants provenant de tout autre parcours est soumise à l'examen du dossier du candidat et à l'observation de la procédure de sélection en vigueur.

II – ORGANISATION DES ENSEIGNEMENTS

Article 2 : Organisation générale des enseignements

La formation est organisée en : 4 semestres et en 14 unités d'enseignement.

Volume horaire de la formation par année en CM : M1 : 368h M2 : 282h

Article 3 : Composition des enseignements

Se reporter au tableau des **Modalités de Contrôle des Connaissances et des compétences** de la formation (Tab. MCCC)

Commentaires sur certains éléments du Tableau MCCC :

- Langues vivantes étrangères : Anglais juridique. L'anglais juridique est enseigné en master 1 et en master 2.

L'étudiant qui le souhaite peut suivre un enseignement de langue supplémentaire à titre de bonification.

- Stages

Tout stage fait l'objet d'une convention. En fonction de la durée, du lieu de stage, il donne éventuellement lieu à gratification par application des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Les stages, sauf dérogation du Doyen, doivent se dérouler en dehors des enseignements et des examens.

Il est possible de valider une expérience au titre d'un stage via un contrat pédagogique : service civique et expérience professionnelle.

En aucun cas, un stage ne devra se poursuivre après la date de la reprise des cours si l'étudiant poursuit sa formation dans l'année supérieure, ni après le 30 septembre de l'année universitaire en cours.

En master 1, les étudiants peuvent, au choix, réaliser un stage ou rédiger un rapport de recherche dans le cadre de l'UE3 Compétences professionnelles du second semestre. La durée du stage ne peut être inférieure à 2 semaines.

En master 2, le stage est obligatoire pour une durée minimale de 3 mois.

Le stage dans un même établissement d'accueil ne pourra pas excéder 924 h (équivalant à 6 mois à temps plein) par année universitaire en dehors des heures de cours.

Sans préjudice de l'accomplissement du stage obligatoire, les étudiants ont la possibilité d'effectuer des stages facultatifs pendant les périodes où les activités d'enseignement et d'évaluation sont suspendues. Tout stage doit faire l'objet d'un accompagnement pédagogique, d'une restitution et d'une évaluation.

- Mémoire/ Rapport de stage/ Projets tuteurés :

Mémoire :

Date limite de dépôt : au moins 15 jours avant la soutenance dont la date sera fixée par le directeur de mémoire (...).

Rapport de stage :

Date limite de dépôt : au moins 7 jours avant la soutenance dont la date sera fixée par le directeur de mémoire (...).

III – CONTROLE DES CONNAISSANCES ET DES COMPETENCES

Article 4 : Modes de contrôles

4.1 - Les modalités de contrôle

Se reporter au tableau des Modalités de Contrôle des Connaissances et des Compétences joint.

4.2 - Assiduité aux enseignements

En master 1 :

La présence aux séances de travaux dirigés et aux enseignements de langues est obligatoire et aucune dispense d'assiduité ne sera délivrée.

Toute absence doit être justifiée au plus tard une semaine après la reprise des cours auprès des services de scolarité. En cas d'absence, même justifiée, à trois séances ou plus dans une matière, l'étudiant est considéré comme défaillant au contrôle continu dans cette matière. Il sera également défaillant dans l'unité correspondante et au semestre et ne pourra valider son année.

Pour l'enseignement d'anglais juridique en cas d'absence, même justifiée, à quatre séances ou plus, l'étudiant est considéré comme défaillant dans cette matière. Il sera également défaillant dans l'unité correspondante et au semestre et ne pourra valider son année.

A titre exceptionnel et après examen de la demande formulée par l'étudiant, le Doyen de la Faculté peut lever le constat de défaillance. La demande de levée de défaillance, accompagnée de justificatifs, doit être formulée au plus tard, dans un délai de 15 jours suivant la mise en ligne des notes de TD de la matière concernée. Si la défaillance est levée, la mention DEF sera remplacée par la note de contrôle continu établie par le chargé de travaux dirigés s'il dispose des éléments d'appréciation nécessaires à l'évaluation de l'étudiant ; dans le cas contraire, la note sera « 0 ».

En master 2 :

La présence aux enseignements est obligatoire. Toute absence doit être justifiée.

En cas d'absence, même justifiée, à trois séances ou plus dans une matière, l'étudiant est considéré comme défaillant.

Sur production de justificatifs établissant le caractère involontaire des absences, le Doyen de la Faculté peut annuler le constat de défaillance. Dans ce cas, une note est attribuée. Si l'enseignant ne dispose pas des éléments d'appréciation nécessaires à l'évaluation de l'étudiant, la note attribuée sera « 0 ».

Article 5 : Validation, compensation, valorisation, capitalisation

5.1 – Règles générales d'obtention des UE, semestre, année

Année	Moyenne pondérée des semestres $\geq 10/20$ Les semestres de M1 sont compensables. Les semestres de M2 sont compensables.
Semestre	Moyenne pondérée des UE $\geq 10/20$ Un semestre peut être acquis par compensation semestrielle entre ces UE (moyenne générale au semestre $\geq 10/20$).
Bloc de connaissances et de compétences (BCC) Mise en œuvre différée	Le bloc de connaissances et de compétences est un ensemble cohérent d'UE visant à valider et à attester l'acquisition d'ensembles homogènes et cohérents de compétences. Le bloc de connaissances et de compétences peut être acquis : - soit par validation de chacune des UE qui le composent (note $\geq 10/20$), - soit par compensation entre ces UE (moyenne générale $\geq 10/20$).
UE	Moyenne pondérée des matières $\geq 10/20$ Si une UE est composée d'EC et, le cas échéant, de matières, elle peut être acquise par compensation entre ces EC ou matières (moyenne générale à l'UE $\geq 10/20$).
Élément Constitutif	Moyenne pondérée des épreuves $\geq 10/20$

(EC) ou Matières le cas échéant	
5.2 – Compensation / Renonciation à la compensation	
<p>Il est possible de renoncer à la compensation à l'issue de la première session, au sein d'un semestre, dans le cas où un étudiant souhaite pouvoir améliorer ses résultats de manière significative lors de la deuxième session, en se représentant aux UE non acquises (note < 10/20). Toutes les matières, acquises comme non acquises, de cette UE devront être repassées.</p> <p>La renonciation à la compensation entraîne la renonciation à l'obtention, du semestre, de l'année, du diplôme en évaluation initiale.</p> <p>Les demandes de renonciation doivent être adressées par écrit au jury et déposées au service scolarité dans les 3 jours ouvrables qui suivent l'affichage des résultats d'évaluation initiale.</p>	
5.3 – Valorisation	
Reconnaissance de l'engagement étudiant	<p>Valorisation de l'engagement de l'élue étudiant (extrait du statut de l'élue étudiant voté à la CFVU du 01/12/2016) :</p> <p>Afin de valoriser l'engagement majeur qu'est être élue, l'université met en place une bonification dont le barème a été voté lors de la CFVU du 13 juillet 2017. Afin d'assurer l'indépendance des élus, cette bonification sera accordée à tous les élus ayant siégé physiquement au moins à la moitié des conseils et des groupes de travail auxquels ils sont élus et/ou nommés. Elle n'est pas cumulable avec un ETC valorisant également l'engagement dans les instances de l'UGA.</p> <p>Attention : le bénéfice de la bonification pour l'élue étudiant est incompatible sur le même semestre avec tout autre dispositif de valorisation de l'engagement étudiant (ETC « engagement associatif et syndical », dispositifs ad hoc mis en place par les composantes, etc.)</p>
Reconnaissance de l'engagement de l'étudiant dans les activités de la vie associative, sociale et professionnelle	<p>La loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 prévoit un principe de validation au titre d'une formation suivie des compétences, connaissances et aptitudes acquises par un étudiant à l'occasion d'un engagement dans les activités de la vie associative, sociale et professionnelle.</p> <p>Les activités visées par ces aménagements sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etudiants salariés (10h en moyenne par semaine sur une durée minimum de 3 mois) - Étudiants membres du bureau d'une association - Étudiants en service civique - Sapeurs-pompiers - Militaires dans la réserve opérationnelle - Volontariat des armées - Étudiants chargés de famille <p>A la Faculté de droit, conformément au cadrage prévu par l'UGA, les modalités de reconnaissance de l'engagement étudiant sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les aménagements : <p>L'assiduité en contrôle continu et aux examens du contrôle terminal demeure imposée. Toutefois, sur production de justificatifs, la Faculté de droit s'efforce de proposer des aménagements : changement de groupe de TD et absence justifiée au regard de l'engagement. Le contrat pédagogique précisera la nature des aménagements mis en place et/ou les modalités de validation.</p> <ul style="list-style-type: none"> - La bonification : <p>Sur présentation de justificatifs, les étudiants membres du bureau d'une association recevant une subvention de la Faculté de droit, les étudiants en services civiques, les étudiants sapeurs-pompiers, les étudiants militaires dans la réserve opérationnelle, les étudiants assurant un volontariat des armées peuvent obtenir une bonification de la Faculté de droit. La Faculté de droit attribue cette bonification au regard d'un document attestant l'engagement à partir duquel un arrondi, qui ne peut excéder 0,5 pt, est ajouté à la moyenne générale de l'étudiant du semestre pour lequel la bonification est demandée. Cette bonification est incompatible avec toute autre bonification relative à l'engagement étudiant, notamment l'ETC « engagement associatif et syndical » proposé par l'UGA.</p>

Reconnaissance de l'engagement de l'étudiant dans les activités de tutorat	La Faculté de droit attribue une bonification aux étudiants exerçant une activité de tutorat auprès des étudiants de la Faculté de droit. L'engagement est valorisé en ajoutant un arrondi, qui ne peut excéder 0,25 pt, à la moyenne du semestre ou de chacun des semestres pour lequel le tutorat est réalisé.
5.4 – Capitalisation	
<p>Une UE définitivement acquise ne peut pas être repassée.</p> <p>En conséquence, les UE et les crédits ECTS correspondants sont définitivement acquis et capitalisables dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne.</p> <p>Les éléments constitutifs (EC) crédités d'ECTS sont capitalisables.</p> <p>Les matières sans crédits ne sont pas capitalisables.</p>	

IV- EXAMENS

<u>Article 6 : Modalités d'examen</u>	
6-1 - Gestion des absences aux examens	
Absence aux Contrôles Continus (CC)	<p>Les étudiants en absence injustifiée (ABI) sont considérés comme défaillants à l'épreuve de Contrôle Continu (CC) concernée.</p> <p>Les étudiants en absence justifiée (ABJ) se voient affecter un zéro à l'épreuve de CC, sauf s'il est possible de leur proposer une épreuve de rattrapage.</p>
Absence aux Evaluations Terminales (ET) de 1^{ère} session	Les étudiants en absence injustifiée (ABI) et justifiée (ABJ) sont considérés comme défaillants à l'ET concernée.
Absence aux Examens Terminaux (ET) de session de rattrapage	<p>Les notes de 1^{ère} session sont reportées.</p> <p>Si l'étudiant a renoncé à la compensation au titre de l'article 5.2, il est défaillant.</p> <p>En cas de défaillance à la première session, la défaillance est maintenue.</p>
6-2 - Adaptation des modalités d'évaluation dans des circonstances exceptionnelles	
<p>Conformément à l'article 14 de l'Arrêté du 30 juillet 2018 modifiant l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master : « <i>Lorsqu'ils sont confrontés à des situations exceptionnelles affectant le déroulement normal des examens, les établissements peuvent adapter les modalités d'évaluation en garantissant la qualité des diplômes délivrés, notamment en recourant aux usages du numérique.</i> »</p> <p>Ces modifications de MCCC doivent faire l'objet d'un vote en CFVU.</p>	
<u>Article 7 : Organisation de la session de rattrapage</u>	
Intervalle entre les deux sessions	La session de rattrapage est organisée, dans la mesure du possible, au minimum quinze jours après la publication des résultats de la session initiale.

<p>Report de note de la session 1 en session de rattrapage</p>	<p>En cas d'échec à un semestre :</p> <p>UE acquises : une UE dont la note est supérieure ou égale à 10 est définitivement acquise. Aucune matière ou aucun EC constitutifs de cette UE ne peuvent être repassés.</p> <p>UE non-acquises :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Si la moyenne de l'UE non acquise peut être compensée par une ou plusieurs autres UE, alors le semestre est validé par compensation. L'étudiant peut toutefois renoncer à la compensation dans les conditions de l'article 5.2. - Si la moyenne de l'UE non acquise n'est pas obtenue malgré la compensation, alors seules les matières dont la note est inférieure à 10 peuvent être repassées. Les notes des matières acquises sont automatiquement conservées pour la session de rattrapage <p>Quelle que soit la note de session de rattrapage, elle remplace la note de session 1.</p>
---	---

Article 8 : Jury

Le Doyen de la Faculté désigne la composition du jury d'examen, compétent pour le niveau M1 et le niveau M2 de chacun des masters ou parcours de master. Les jurys comprennent au moins trois membres et sont présidés par les professeurs, les maîtres de conférences ou les personnels assimilés.

Les décisions du jury, en ce qui concerne les notes et le résultat final, sont définitives et sans appel.

Le jury est souverain et peut, par une délibération spéciale, attribuer ou non des « points-jury » pour permettre à l'étudiant d'obtenir la note ou la moyenne requise.

L'étudiant qui constate une erreur dans la retranscription de ses résultats doit le signaler à la scolarité dans les 3 jours suivant la publication des résultats.

Il est préconisé que les jurys de M1 se réunissent au plus tard mi-juillet de l'année universitaire en cours pour les 2 sessions. Si cette préconisation ne peut pas être suivie pour des raisons pédagogiques, ces jurys doivent obligatoirement se réunir au plus tard mi-juillet pour la 1^{ère} session et au plus tard le 10 septembre pour la session de rattrapage.

Les jurys de session de rattrapage de M2 (ou session unique le cas échéant) devront se réunir au plus tard le 30 septembre de l'année universitaire en cours.

Article 9 : Communication des résultats

Les résultats sont affichés sur le lieu de formation et/ou sur l'Environnement Numérique de Travail (ENT) des étudiants.

V- RESULTATS

Article 10 : Redoublement

Redoublement en M1 et en M2 : le redoublement n'est pas de droit.

Les étudiants qui souhaitent redoubler doivent le demander expressément. Leur demande est examinée par la commission d'admission. En cas d'admission, ils doivent respecter les conditions d'inscription.

Article 11 : Admission au diplôme

11-1 – Diplôme intermédiaire de Maîtrise

La maîtrise est obtenue par compensation entre les 2 semestres de M1.

11-2 – Diplôme de Master

Le master est obtenu lorsque l'étudiant a validé indépendamment le M1 et le M2.

La note de Master est calculée à partir de la moyenne des notes des 4 semestres. Si l'étudiant a effectué une partie de son cursus dans une autre formation, les semestres correspondant sont neutralisés.

L'obtention du diplôme emporte la validation de l'ensemble des blocs de connaissances et compétences – *mise en œuvre différée*

11-3 – Règles d'attribution des mentions

La mention est calculée sur la base de la moyenne générale au diplôme, qu'il soit obtenu en session 1 ou en session de rattrapage.

Moyenne ≥ 10 et < 12 = mention passable

Moyenne ≥ 12 et < 14 = mention Assez Bien

Moyenne ≥ 14 et < 16 = Bien

Moyenne ≥ 16 = Très Bien

11-4 – Délivrance du Supplément au diplôme de Master

Le Supplément au diplôme de Master est délivré sur demande de l'étudiant.

VI- DISPOSITIONS DIVERSES

Article 12 : Césure

La césure est une période pendant laquelle un étudiant, inscrit **dans une formation initiale** d'enseignement supérieur, suspend temporairement ses études dans le but d'acquérir une expérience personnelle ou professionnelle, soit en autonomie, soit encadré dans un organisme d'accueil en France ou à l'étranger (Code de l'éducation, article D. 611-13).

Elle est effectuée sur la base d'un strict volontariat de l'étudiant qui s'y engage et ne peut être rendue nécessaire pour l'obtention du diplôme préparé avant et après cette suspension. Elle ne peut donc pas comporter un caractère obligatoire.

Chaque cycle d'études ouvre droit à une seule période de césure. Elle peut débuter dès l'inscription dans la formation et s'achève au plus tard avant le dernier semestre de cette formation quelle que soit la durée du cycle d'études.

Article 13 : Déplacements

Les étudiants pourront dans le cadre de leur scolarité être amenés à effectuer certains déplacements pour participer à des activités à l'extérieur des locaux de l'université.

Article 14 : Études dans une université étrangère, le cas échéant

Une mobilité pour étudier dans une université étrangère, à l'année ou au semestre, est possible dans le cadre des accords d'échanges internationaux de l'université ou de la composante.

Elle est conditionnée à l'accord préalable du responsable du parcours (ou, a minima, du responsable des relations internationales de la composante), de la DGD-DIT et des responsables de l'université d'accueil. En première année de master, cette possibilité est réservée à des étudiants sélectionnés au cours de l'année universitaire précédente.

Les dispositions font l'objet d'un contrat pédagogique signé avec l'étudiant et approuvé par le responsable des relations internationales de la composante. Le contrat pédagogique précise l'université d'accueil, la nature des UE suivies et les obligations de l'étudiant en échange et les modalités de transcription des notes.

Pour chaque université partenaire et pour chaque discipline, les transcriptions de notes se feront, sur la base de grilles de conversion de notes, établies par la composante et consultables auprès de sa cellule RI.

Toutes les transcriptions de notes feront l'objet d'une délibération en jury de diplôme.

Article 15 : Dispositions pour les publics à besoins spécifiques (hors dispositif énoncé art. 5.3 pour les étudiants engagés)

Des **aménagement**s dans l'organisation et le déroulement des études sont mis en place selon les spécificités de la formation et les

possibilités de l'équipe pédagogique pour les publics suivants :

- Etudiants engagés dans plusieurs cursus
- Sportifs de haut niveau (cf. Charte du sport de haut niveau)
- Artistes de haut niveau
- Etudiants en situation de handicap
- Chargés de famille, étudiantes enceintes
- Réserve citoyenne de l'éducation nationale

Ces aménagements seront précisés dans le contrat pédagogique.

Article 16 : Discipline générale

Le respect et l'assiduité s'imposent. Les manquements graves pourront être sanctionnés.

Seule la section disciplinaire est compétente pour prononcer des sanctions à l'égard des étudiants

Attitude irrespectueuse, fraude aux examens et à l'inscription :

Une procédure disciplinaire est mise en œuvre par la Présidente de l'université.

Au terme d'une procédure d'instruction, la formation de jugement de la section disciplinaire se prononce sur la sanction.

Article 17 : Conseil de perfectionnement

Un conseil de perfectionnement réunissant l'équipe pédagogique, le personnel gestionnaire de scolarité et des représentants des étudiants se réunit une fois par an pour évaluer la formation et formuler des propositions d'améliorations.

Article 18 : Mesures transitoires, le cas échéant

L'étudiant qui a été admis à redoubler se voit appliquer les dispositions du présent règlement pour chacun des semestres non validés. Les éventuelles difficultés résultant de la modification de la maquette du Master font l'objet d'un contrat pédagogique conclu avec le vice-doyen en charge de masters.

Article 19 : Dispositions spécifiques à la formation (si nécessaire)

SUIVI DES MODIFICATIONS :

N° de Version (1)	Date de Validation Conseil UFR	Date de Validation Conseil de CSPM	Date de Validation/ Présentation en CFVU (2)	Nature des modifications (n° article, n° paragraphe) (3)
1	08/07/2021			
			16/09/2021	

(1) N° de version du règlement d'études dans l'accréditation 2021-26

(2) Validation CFVU pour les composantes élémentaires/Présentation CFVU pour les CSPM

(3) Indiquer soit les modifications s'il y en a (dans ce cas, indiquer leur nature et dans quel article ou paragraphe, se trouve la modification) soit sans modification.